

25LM 0266 / 8

(1946-1947)

Situation d'un agent malade

Suite à sa captivité

Re

Signature

10-C-2-3

Signature d'un agent malade
à la suite de sa captivité

Lr.10
SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

PARIS, le 21 Novembre 1945

PX

1ère Division

Secrétaires des Directeurs des Services Centraux,
Secrétaires des Directeurs des Régions,

1/Réf. Pe 1292

OBJET

Régime des agents blessés
hors service par faits de
guerre et des agents mala-
des à la suite de leur
captivité ou de leur dépor-
tation.

Sauf en ce qui concerne l'absence de retenues sur la prime de fin d'année, aucune mesure spéciale n'a été prise pour les agents non mobilisés blessés hors service par faits de guerre; en conséquence, les intéressés n'ont perçu leur solde entière que pendant les six premiers mois d'interruption de service et leur demi-solde pour les six mois suivants.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il vient d'être décidé de porter à un an la période pendant laquelle les agents non mobilisés blessés hors service par faits de guerre doivent recevoir la solde entière.

Les agents qui, un an après leur interruption n'ont pas repris leur travail, sont réformés en bénéficiant du régime prévu par la lettre Pe 1.221 du 5 novembre 1945, ou, si le Service Médical estime qu'ils sont susceptibles de reprendre leurs fonctions dans un certain temps, sont maintenus en position de maladie pour une période de six mois pendant laquelle on leur attribue les $\frac{3}{4}$ de leur rémunération.

Je vous prie de bien vouloir revoir, en conséquence, la situation des agents dont vous m'avez adressé la liste à la suite de la lettre Pe 480 du 2 juin dernier.

Je précise que les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas dans le cas où les intéressés auront une rechute après avoir repris leur service.

Par ailleurs, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendra d'appliquer les dispositions prévues par l'article 43 du Fascicule X du Règlement du Personnel en faveur des agents tuberculeux, gazés de guerre, aux anciens prisonniers et déportés qui interrompront leur service à la suite d'une maladie contractée au cours de leur captivité ou de leur déportation.

...

Il conviendra, dans les cas de l'espèce, de demander au Service Médical si la maladie est bien consécutive au séjour dans un Camp en Allemagne. Le Service Médical devra s'appuyer sur les constatations effectuées lors de la visite médicale complète à laquelle, conformément aux dispositions de la lettre Pe 495 du 9 Juin 1945, ont été soumis tous les agents et auxiliaires revenant d'Allemagne.

Le Directeur,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Cambouris", with a long, sweeping horizontal stroke underneath.

Es.F.
S.N.C.F.

Service Central
du Personnel

1^{re} Division

N/Réf. Pc 335

OBJET :
Répercussion
des absences pour
maladie
sur l'ancienneté
de traitement


Paris, le 16 Juillet 1946

Monsieur le Secrétaire Général,
Messieurs les Directeurs et Chefs de Services
de la Direction Générale,
Messieurs les Directeurs des Régions,
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation
en Allemagne,
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation
en Autriche.

En application des dispositions de l'art. 19
de l'Annexe III au Fascicule II du Règlement du Per-
sonnel, l'avancement en échelon est suspendu pour les
agents malades ou blessés H.S., à partir du moment où
l'agent ne reçoit plus sa solde entière, c'est-à-dire,
au plus tôt, à partir du 185^{ème} jour d'absence.

Il peut arriver, dans certains cas, que,
compte tenu de la situation de l'agent intéressé,
cette règle paraisse trop rigoureuse et qu'il semble
justifié d'y apporter quelque tempérament.

....


Le Directeur,

Vous pouvez, en l'occurrence, adresser au Service
Central du Personnel, une proposition dans ce sens en
fournissant à l'appui toutes les justifications utiles.

Hs.B.

S.N.C.F.

Service Central
du Personnel

1^o Division

N/Réf. Po 335

OBJET :

Répercussion
d'absences pour
maladie
et l'ancienneté
de traitement

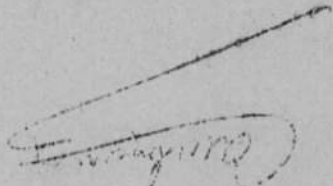
Paris, le 16 Juillet 1946

Monsieur le Secrétaire Général,
Messieurs les Directeurs et Chefs de Services
de la Direction Générale,
Messieurs les Directeurs des Régions,
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation
en Allemagne,
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation
en Autriche.

En application des dispositions de l'art. 19
de l'Annexe III au Fascicule II du Règlement du Per-
sonnel, l'avancement en échelon est suspendu pour les
agents malades ou blessés H.S., à partir du moment où
l'agent ne reçoit plus sa solde entière, c'est-à-dire,
au plus tôt, à partir du 185ème jour d'absence.

Il peut arriver, dans certains cas, que,
compte tenu de la situation de l'agent intéressé,
cette règle paraisse trop rigoureuse et qu'il semble
justifié d'y apporter quelque tempérament.

....



Le Directeur,

Vous pouvez, en l'occurrence, adresser au Service
Central du Personnel, une proposition dans ce sens en
fournissant à l'appui toutes les justifications utiles.

22941

- 8 AOUT 1946

100-2-3

1

Pe 803

Monsieur le Directeur
de la Région OUEST

Par lettre DRO.SA.P du 6 courant, vous m'avez demandé si les dispositions de la lettre Ré 1292 du 21 novembre 1945 étendant aux anciens prisonniers et déportés qui interrompent leur service les dispositions de l'article 43 du Fascicule X du Règlement du Personnel, étaient applicables à des agents à l'essai.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient de répondre par l'affirmative

Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

Ministère de l'Intérieur
1ère Division
N° 146

Paris, le 12 MARS 1947

Messieurs les Directeurs des Régions,

Conformément aux dispositions de la lettre du 11 novembre 1945, les anciens prisonniers et déportés qui n'ont pas repris leur service ou qui ont dû interrompre leur service à la suite d'une maladie contractée au cours de leur captivité ou de leur déportation, se sont vu appliquer le régime prévu par l'article 45 du Décret du 12 août 1945 relatif au régime des tuberculeux pendant la guerre.

Il a été signalé que dans certains cas l'application du régime prévu par l'article 45 aurait conduit à attribuer que leur demi-rémunération à certains anciens prisonniers ou déportés.

Je vous prie de bien vouloir se faire parvenir la liste des anciens prisonniers ou déportés qui se seraient ainsi trouvés placés en position de demi-malade, en indiquant la nature de leur maladie.

/Le Directeur,

Signé : FATALOT

COPIE transmise à M. BAUDOUIN

M. le Directeur du Service des Approvisionnements

/Le Directeur,

Signé : FATALOT

Copie à M.M. Les Directeurs des Régions
Est - Nord - Ouest - Sud-Est
Méditerranée.

M^c 2418

Paris, le

Le Directeur, 26 AVR 1947

Service Central du Personnel
Division Centrale du Service Social
et Médical

Copie à la 1ère Division du Service
Central du Personnel.

Monsieur le Directeur de la
Région du Sud-Ouest.

Comme suite à vos lettres PL N° 280
du 18 Janvier et PL N° 1516 du 24 Mars, j'ai
l'honneur de vous confirmer que le régime
de solde à appliquer aux agents interrom-
pant leur service à la suite de maladie
contractée en captivité ou en déportation,
est le même que celui prévu à ma lettre
N° 9819 du 27 Décembre 1946 qui a supprimé
les dispositions particulières prévues an-
térieurement, à l'article 43, fascicule I,
titre I du Règlement du Personnel, en fa-
veur des tuberculeux gazés de guerre.

Toutefois, je n'aurai pas d'objection
à ce que, dans les cas vraisemblablement
assez rares où le nouveau régime serait
moins favorable que l'ancien, vous interve-
niez en faveur des intéressés par voie de
secours lorsque l'attribution de celui-ci
vous paraîtra justifiée.

Cl.
Fait de main (Pl 292)
cde

Le Directeur,

Signé: FLAMENT

DEPORTES et PRISONNIERS MALADES A DEMI-SOLDE
(application de l'art. 43 du Fasc. X du R.P.)

Nom, prénom, grade résidence	Situation famille	Période à solde entière (du au)	Période à 1/2 solde (du ... au)	Constatations Médicales (in digne, pour les agents n'ayant pas repris l'avis du médecin pour l'armée)
				914

Paris, le 19 novembre 1947

Monsieur le Directeur des Régions
Est, Nord, Ouest, Sud-Ouest, Sud-Est.

Comme suite à ma lettre Pe 146 du 12 mars dernier, vous m'avez adressé la liste des anciens prisonniers et déportés qui, malades à leur retour en France se sont trouvés, malgré l'application des dispositions de la lettre Pe 1292 du 21 novembre 1945, placés en situation de demi-solde.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé, par mesure bienveillante, d'attribuer aux intéressés leur solde entière pendant une période ne pouvant pas excéder deux ans.

A l'issue de cette période, les anciens prisonniers et déportés devront:

- soit reprendre leur service, soit être réformés dans les conditions prévues par la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945,

- soit, si le médecin déclare que la reprise de service peut être envisagée pour une date ultérieure, bénéficier des dispositions prévues en faveur des tuberculeux et gazés de guerre.

Le Directeur,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel

signé: BOURRIE

COPIE TRANSMISE à Monsieur le Directeur de la Région
de la MEDITERRANEE

à titre d'avis.

Le Directeur,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel

signé: BOURRIE